



VIGILANCE & ACTION

*"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".*

N° 179 août / septembre 2004 - 4 € - Bulletin mensuel de liaison du MIL - (ISSN 0989-3237)

Echéance 2007

LE TEMPS PRESSE

par Jacques ROUGEOT, professeur à la Sorbonne

La vie politique n'est décidément pas un long fleuve tranquille. Pour ceux qui en douteraient, les deux élections du printemps 2004 sont venues apporter un rappel spectaculaire aux dures réalités. Mais, au

lieu de nous complaire dans la morosité, nous pouvons nous dire qu'il n'est pas mauvais que le gouvernement et la droite en général aient reçu cet avertissement après deux ans d'exercice du pouvoir, c'est-

à-dire alors qu'il reste trois ans pour redresser la barre avant les échéances décisives de 2007.

LES LEÇONS D'UN SCRUTIN

Encore faut-il tirer les véritables leçons des événements en mettant provisoirement de côté nos sentiments et en abordant l'examen des faits comme une sorte de problème de physique politique.

La première constatation qui s'impose, c'est l'importance de l'abstention, massive aux élections régionales, écrasante aux européennes. On a tout dit sur les mille et une raisons qui détournent les citoyens des urnes, on s'est longuement lamenté sur les atteintes que subit ainsi la démocratie dans notre pays. Reste à en tirer les conséquences très pratiques pour l'avenir.

La première conséquence, aussi simple que l'œuf de Christophe Colomb mais fort peu prise en compte, semble-t-il, dans les choix stratégiques, c'est que, pour les scrutins à venir, le vaste réservoir d'électeurs dans lequel la droite doit s'efforcer de puiser est celui des abstentionnistes et non celui des votants qui se sont prononcés contre elle. L'habitude que nous avons de raisonner presque exclusivement en termes de pourcentages et non en nombres réels d'électeurs nous fait perdre de vue les réalités humaines concrètes

et nous mouvoir dans l'abstraction arithmétique des chiffres.

Cette évidence première est renforcée si nous affinons un peu l'analyse. En effet, on feint souvent de croire que la désaffection à l'égard de la chose politique touche de façon à peu près égale toutes les catégories de citoyens français. En fait, il n'en est rien. Les victoires actuelles de la gauche sont des répliques au séisme du 21 avril 2002. Les électeurs de gauche ont été à la fois traumatisés et culpabilisés par l'élimination de leur candidat au premier tour de l'élection présidentielle. Le choc a été si fort et si profond qu'il a entraîné la naissance d'un véritable réflexe, celui de la mobilisation et du rassemblement au profit du parti socialiste, puisque c'était la démobilisation et la dispersion qui avaient provoqué la catastrophe de 2002. Ce réflexe jouera sans doute de façon durable, au moins tant que la gauche sera dans l'opposition. Pour qu'il s'émousse, il faudrait une nouvelle expérience décevante de la gauche au pouvoir qui pourrait de nouveau provoquer le désenchantement, c'est-à-dire l'abstention, et la naissance d'autres illu-

sions, c'est-à-dire le vote en faveur des diverses utopies d'extrême-gauche.

Mais nous n'en sommes pas là. Le vote des électeurs de gauche relève aujourd'hui d'un automatisme psychologique et quasi organique. C'est ce qui explique que le vide sidéral de la pensée socialiste et la transparence blafarde d'un François Hollande, chef officiel du PS, n'entament à peu près pas la volonté du « peuple de gauche » de serrer les rangs.

A l'évidence, les gros bataillons de l'abstention sont constitués par les électeurs de droite ou, en tout cas, non inféodés à la gauche. Le problème politique qui se pose pratiquement pour la droite est donc : comment remobiliser à notre profit ces électeurs désenchantés qui sont nombreux et, dans l'ensemble, assez accessibles à nos idées ? La stratégie inverse, qui consiste à essayer de débaucher, par des manœuvres de séduction, quelques électeurs appartenant à un bloc systématiquement hostile et solidement soudé est un défi au bon sens élémentaire, d'autant plus inexcusable que cette illusion, maintes fois cultivée, a toujours été à l'origine de cuisants échecs.

L'UMP : DES GRAINS DE SABLE DANS LA MÉCANIQUE

L'UMP est une pièce essentielle dans le dispositif de la droite et elle ne saurait évidemment être exemptée de toute responsabilité dans les échecs du printemps.

On ne peut pas dire que les médias fassent le silence sur l'UMP. Malheureusement, chaque fois qu'ils en parlent, c'est pour monter en épingle les rivalités de personnes qui s'y exercent. Certes, leur mali-

gnité se déploie avec gourmandise, mais elle est amplement alimentée par le spectacle que donnent les protagonistes sans grande discrétion. Les voies du Seigneur étant impénétrables, proposons aux combattants de réfléchir sur un exemple inattendu fourni par un court métrage de Laurel et Hardy. Nos deux compères essaient de gagner quelque argent en s'efforçant de

vendre et en livrant à domicile des sapins de Noël. Malheureusement, ils tombent sur un client irascible et aussitôt, sous un prétexte futile, la querelle s'enflamme et une mécanique implacable se met en branle. Les uns arrachent la sonnette de la maison, l'autre réplique en enlevant un phare de la voiture et dès lors, méthodiquement, inégalement, les représailles succèdent

aux représailles jusqu'à la fin de l'épisode, c'est-à-dire jusqu'à la destruction intégrale de la maison et de la voiture. Chacun triomphe, puisque l'autre est écrasé. Fin de l'exemple, début de la méditation. Au cinéma, les spectateurs éclatent de rire. Dans la réalité, nous devons nous contenter de ne rien faire qui puisse envenimer la situation et de tout faire pour faciliter les nécessaires réconciliations.

La création de l'UMP était une entreprise délicate : il n'est pas facile d'amalgamer des familles politiques diverses, chacune ayant son histoire, ses pratiques, ses traditions. Il n'est donc pas étonnant que l'opération se fasse avec quelques grincements. Pour parvenir à cet

amalgame, les considérations théoriques et lénifiantes sont de peu d'intérêt. Ce qui est beaucoup plus efficace, comme l'expérience l'a maintes fois démontré, c'est de faire travailler les gens ensemble, en tout cas ceux qui ont besoin d'activité, et d'abord dans des tâches simples et concrètes : rédaction de textes, distribution de tracts, collage d'affiches, animation de réunions. Cela porte un nom, cela s'appelle le militantisme. C'est ainsi qu'un mouvement vit. Le militantisme a toujours été l'une des forces du gaullisme et il aurait fallu le diffuser dans l'ensemble de l'UMP. Il faut avouer que cet aspect des choses a été souvent négligé, voire discrédité comme suspect de « ringardise ». On est obligé de vérifier une

fois de plus une sorte de loi de l'action politique : les basses eaux électorales coïncident toujours avec la mise en veilleuse du militantisme.

Ajoutons à cela certaines maladroites, génératrices de malaise, dans le choix des candidats aux élections, qu'il s'agisse de la composition des listes européennes et régionales ou, par exemple, du refus d'accorder l'investiture à Bernard Debré (en envoyant au massacre un candidat estimable qu'il aurait mieux valu réserver pour de meilleures occasions) : autant de graviers ou de grains de sable qui ont sensiblement réduit le rendement de la mécanique électorale que devrait être l'UMP.

L'UDF : CACTUS OU ADVERSAIRE ?

Dans les rangs de l'UMP, il suffit souvent de prononcer le nom de l'UDF pour entendre les dents grincer. Les jugements les moins flatteurs se font entendre et l'accusation de trahison n'est pas la moins répandue. Ces réactions épidermiques peuvent soulager ceux qui les expriment mais, politiquement, elles ne mènent pas loin. Sur cette question comme sur beaucoup d'autres, avant d'arrêter quelque attitude que ce soit, il faut examiner les tenants et les aboutissants avec objectivité et pragmatisme (n'allons pas jusqu'à parler de cynisme).

Il faut d'abord prendre acte de l'existence et de la consistance de l'UDF. En 2002, l'UMP aurait pu l'étouffer politiquement en l'isolant complètement aux élections législatives. Elle aurait perdu quelques plumes (pas beaucoup), mais l'UDF aurait sans doute perdu la vie par asphyxie. Dès l'instant où l'on refusait cette solution assez radicale, on ne pouvait que se résigner à l'existence de l'UDF et il ne sert à rien aujourd'hui de maugréer.

Les résultats honorables enregistrés par l'UDF donnent à réfléchir. Ils conduisent d'abord à penser que désormais, en termes électoraux, les voix et les élus de l'UDF seront indispensables à la droite pour constituer une majorité. Plus profondément, on peut se demander si cette présence autonome de l'UDF est conjoncturelle, accidentelle ou si elle repose sur des bases solides

et permanentes. Il est certain que, depuis deux siècles, il existe à droite et au centre deux familles politiques distinctes que l'on assimile très schématiquement au bonapartisme et à l'orléanisme. Dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, ces deux familles ont été représentées, sous des étiquettes diverses, par le gaullisme et par le centriste. Faut-il qu'elles s'amalgament dans un même ensemble ou qu'elles restent séparées tout en étant alliées ? La première formule (solution UMP) prend acte du fait que, sur bien des problèmes politiques précis, la frontière ne passe pas entre ces deux familles : dès lors, pourquoi ne pas se réunir ? A l'appui de la seconde formule, on doit constater que, si les programmes politiques ne sont pas très différents, les facteurs plus irrationnels, c'est-à-dire les ressorts sentimentaux et passionnels, continuent à caractériser deux tempéraments politiques très différents et très peu miscibles. Les faire cohabiter de force dans une même structure risque d'exacerber les réactions épidermiques au lieu de les apaiser. Une alliance entre deux entités distinctes, fondée sur la raison et sur l'intérêt, est peut-être plus saine et électoralement plus efficace qu'une fusion conflictuelle. La question mérite en tout cas d'être posée.

Quoi qu'il en soit dans le domaine du souhaitable, c'est bien dans cette dernière configuration que nous nous trouvons de fait aujourd'hui. Il faut donc, entre les deux familles, UMP et UDF, organiser une

coexistence pacifique. On peut voir à cela deux avantages : d'une part, si l'UDF a l'impression qu'on remet en cause son existence, elle ne pourra que se crispier afin de se poser en s'opposant. D'autre part, en donnant l'impression de cultiver l'animosité à l'égard de l'UDF, on resserrerait immanquablement les liens entre les troupes et leur chef, François Bayrou.

Il y a en effet un « cas Bayrou », sans doute plus difficile à résoudre que le problème posé par l'existence de l'UDF. François Bayrou ne correspond nullement à l'image assez molle que l'on se fait généralement d'un centriste. C'est un homme animé d'une volonté forte et habité par un orgueil et une ambition implacables. Pour parvenir à son but suprême, il se garde bien d'élaborer un programme précis : il sait qu'il est beaucoup plus efficace de mettre en œuvre une stratégie très mûrie à laquelle tout doit se plier. L'application de cette stratégie pourra varier selon les circonstances, mais elle ne peut le conduire à accepter provisoirement une solution de conciliation que si celle-ci doit se tourner à son avantage. Il n'envisage nullement de se contenter durablement d'un rang que d'autres jugeraient enviable, mais qui ne serait pas le premier. Voilà un facteur humain qui fait partie du jeu politique et qu'il serait imprudent de négliger ou de mal apprécier.

L'ETAT : FIXER ET TENIR LE CAP

Dans un pays comme la France, une majorité politique est jugée, certes, en fonction des partis qui la composent, mais, plus encore, d'après l'action du gouvernement et le rôle de l'Etat. On pense plus ou moins ouvertement que les partis peuvent bavarder, mais que le pouvoir doit agir. C'est donc lui qui est en première ligne, lui qui porte le poids le plus lourd de la responsabilité. Du cap qu'il fixera et de l'action qu'il

accomplira dépendra en grande partie le résultat des élections de 2007.

Après celles du printemps 2004, on a parlé de vote-sanction et on a dit que le président et le gouvernement devaient tenir compte du « message » envoyé par les Français. Certains ont traduit le message en question comme une injonction à donner un coup de barre à gauche. Bien entendu, la question n'est pas aussi simple.

D'abord, Jacques Chirac et Jean-Pierre Raffarin ont eu bien raison de faire remarquer qu'il ne fallait pas tout mélanger : l'action gouvernementale se juge sur la durée. Cinq ans est un minimum. Bien entendu, les trois ans qui restent à courir jusqu'à 2007 ne doivent pas être considérés comme un sursis retardant la chute inéluctable du couperet, comme une application nouvelle de la supplique : « Encore

un instant, Monsieur le Bourreau ! ». Ils doivent être mis à profit avec une vigueur redoublée pour que l'action du gouvernement produise des fruits visibles et soit en mesure de convaincre les Français de son efficacité.

Cette conviction, il est évident que les électeurs ne l'ont pas eue au printemps dernier. Pourtant, après les élections de 2002, la confiance, l'espoir, l'impatience de faire éclater l'étouffoir socialiste étaient très perceptibles dans le pays. Comment en est-on arrivé à cette morosité qui continue à alourdir l'atmosphère politique de la France ? Comme nous l'avons précédemment remarqué, le vent a tourné à partir de l'été 2003. Le printemps avait été marqué par l'épreuve de force, à propos du régime des retraites, entre la rue et le pouvoir politique légal. Ce dernier n'avait pas cédé et, quoique la réforme votée ne fût qu'un premier pas dans la bonne direction, le gouvernement était apparu comme le vainqueur. Bien loin d'être affaibli par l'affrontement, il sortait de l'épreuve avec une autorité renforcée.

L'atmosphère s'est dégradée à la suite des conséquences dramatiques de la canicule. En vérité, la responsabilité n'en incombe pas principalement au gouvernement Raffarin. Outre l'effet de surprise naturellement produit par des circonstances exceptionnelles, la désorganisation qui a pu se manifester dans les hôpitaux ne datait pas de 2002 et avait été fortement aggravée par l'application des 35 heures hebdomadaires, comme cela avait été maintes fois dénoncé au cours des mois précédents. Pourtant, impressionné sans doute par le caractère fortement émotionnel du drame, le gouvernement s'est laissé culpabiliser avec humilité, comme s'il avait commis une faute morale. Toujours sur la défensive, presque désarmé, il est devenu la cible d'un harcèlement médiatique permanent, beaucoup plus pernicieux qu'une opposition frontale sur le terrain politique ou social. Plus grave encore, il a ensuite donné l'impression, justifiée ou non, que son zèle réformateur s'était sensiblement tempéré, comme englué dans une mauvaise conscience diffuse. Or, à l'égard des détenteurs du pouvoir, l'opinion publique peut être indulgente pour bien des fautes, sauf une : que le gouvernement paraisse hésiter à gouverner, que l'Etat semble ne pas assumer pleinement sa fonction d'autorité, comme s'il doutait du bien-fondé de son action, et presque de sa légitimité.

La méthode qui consiste à faire des réformes en les faisant passer pour aussi douces et insensibles que possible a, c'est le moins qu'on puisse dire, montré ses limites. Inspirée par les meilleures intentions du monde, elle a pour résultat de faire apparaître ceux qui les pratiquent comme des exécuteurs de basses œuvres qui ne peuvent que plaider les circonstances atténuantes pour se faire pardonner de demander aux Français de consentir à quelques

efforts. Résultat très injuste, mais dont il faut tirer les conclusions pratiques en partant sur des bases résolument différentes. Peut-être même faut-il aller jusqu'à l'électrochoc pour dissiper le brouillard anesthésique qui enveloppe notre pays et pour rappeler aux Français les exigences de la réalité. Pour cela, il faut remplir plusieurs conditions : affirmer des principes nets, opposés à ceux de la gauche, être visiblement animé par la conscience d'appliquer des mesures foncièrement bonnes pour le bien du pays, agir avec constance, sans se laisser détourner par les oppositions ou par les premières difficultés.

Mais peut-être faut-il d'abord situer à leur juste niveau les enjeux d'une politique nationale digne de ce nom. On dit toujours que les hommes politiques doivent être proches des préoccupations des Français. Mais qu'est-ce qui se cache derrière cette lapalissade ? Tout se passe comme si les Français étaient considérés comme incapables de lever le nez des conditions les plus terre-à-terre de leur vie quotidienne. C'est faire bien peu de cas des capacités de nos compatriotes, et même de la démocratie, qu'on invoque à tout propos et qu'on met à toutes les sauces. C'est très bien d'organiser la sécurité sur les routes et de limiter les accidents domestiques. Mais, après tout, c'est le service minimum d'entretien de la mécanique sociale. C'est loin d'être l'alpha et l'oméga d'une politique nationale.

Ce qui est en cause aujourd'hui, profondément, c'est la vitalité de la France. Il ne s'agit pas d'un petit supplément facultatif que nous pourrions, selon l'humeur du moment, décider ou nous dispenser d'ajouter à notre train-train quotidien : c'est une nécessité pour notre survie. En effet, même si nous en éprouvions la lâche tentation, nous ne pourrions pas nous retirer de la scène du monde. Nous sommes pris dans un réseau mondial de plus en plus serré et de plus en plus mobile. De nombreux pays veulent se faire leur place au soleil et ils emploieront pour cela tous les moyens sans s'arrêter à nos petites délicatesses de privilégiés douillettes qui se croient à l'abri dans une bulle feutrée et confortable. N'en déplaise à Madame Aubry, il y a déjà longtemps qu'ils sont au régime des trente-cinq heures de travail, à effectuer, bien entendu, en deux ou trois jours. Si nous ne suivons pas le train, nous ne pourrions même pas rester en place, nous serons poussés hors des rails par les convois rapides, indifférents à nos petits « bobos » dans les deux sens du terme.

Or, c'est cette vitalité française qui est en péril, et notre premier travail est d'identifier les menaces qui pèsent sur elle. Serait-ce en priorité la prétendue discrimination dont souffriraient quelques homosexuels (ceux qui récriminent sont loin d'être la majorité) qui s'avisent tout d'un coup qu'ils ne peuvent plus supporter une

situation qui dure depuis des millénaires et qui éprouvent le besoin irrésistible de se marier et d'élever des enfants ?

En fait, chacun sait bien que le véritable danger que court notre société est celui d'une sorte de désagrégation favorisée par toutes les formes du relâchement : discrédit du travail et de l'effort, communautarisme (en particulier celui qui est lié à l'immigration et spécialement à l'islamisme), laisser-aller moral, le tout étant paradoxalement aggravé par des rigidités structurelles étouffantes.

Passer en revue les remèdes souhaitables serait dresser un véritable programme de gouvernement qui irait d'une véritable politique familiale à l'affirmation de l'identité nationale. Ce serait ici hors de propos. Contentons-nous d'attirer l'attention sur quelques points qui découlent à l'évidence de tout ce qui précède, mais qui semblent relégués à l'arrière-plan des préoccupations politiques.

D'une façon générale, l'action publique devrait favoriser, ou pour le moins ne pas brider les ressorts de l'effort personnel et de l'esprit d'entreprise. Elle devrait se défier des tentations de l'angélisme, surtout quand cet angélisme est peint en vert, la couleur de l'écologie, c'est-à-dire de l'idéologie à la mode, dont les préceptes sembleraient devoir se substituer aux commandements du Décalogue et faire oublier l'effet psychologique fâcheux produit par l'accumulation de certaines mesures. C'est ainsi qu'on finit par avoir l'impression que l'automobiliste, dès qu'il prend le volant de sa voiture, est soupçonné d'être une sorte de malfaiteur qui participe à l'empoisonnement de la planète, autant dire à un véritable crime contre l'humanité. A l'inverse, les intermittents du spectacle et les employés d'EDF, qui appartiennent à deux catégories privilégiées et qui se conduisent comme des voyous et des délinquants de droit commun, accumulant de façon provocante les violences les plus illégales, semblent bénéficier d'une indulgence à la fois verbale et de fait, comme si, dans le fond, ils n'étaient coupables que des excès pardonnables nés d'une saine colère. On se trouve devant ce paradoxe que le citoyen moyen se sent culpabilisé en permanence et de façon diffuse, alors que le délinquant avéré se sent sacralisé, intouchable, pourvu qu'il agisse au nom de la préservation des acquis sociaux. Cette situation, qui porte gravement atteinte à l'autorité de l'Etat, est à la fois injuste et malsaine. A terme, elle ne manquera pas d'être explosive, et pas seulement sur le plan électoral : il est dangereux de faire monter la pression dans la cocotte-minute tout en bloquant le sifflet.

Un pouvoir politique, même légalement élu, est toujours fragile. Pour acquérir une légitimité ancrée dans la durée, il doit respecter les lois élémentaires de la vie. En matière économique, le dynamisme, la ca-

pacité d'adaptation et d'innovation sont les conditions nécessaires du développement de la prospérité. En revanche, une société a besoin d'un socle assez stable de tradition morale. La question du mariage des homosexuels est, parmi d'autres, illustrative à cet égard. Elle permet de voir clairement l'opposition de deux principes : d'un côté, celui qui fait appel à une loi naturelle qui n'est pas démontrable intellectuellement

mais qui s'impose par son évidence et par son ancienneté multimillénaire, comme une condition inhérente à la vie, de l'autre celui qui procède d'une idée abstraite, celle d'égalité, qui doit être d'application universelle. Malheureusement, les idées poussées aveuglément dans leurs dernières conséquences ont une propension irrépressible à devenir folles et malfaisantes.

Peut-être pourrait-on tirer de là une judicieuse application du principe de précaution. Souvent inopportun, voire paralysant et pervers dans les domaines de l'innovation, il pourrait être valablement invoqué pour préserver les fondements moraux d'une société et l'identité historique d'une nation.

QUELQUES CHIFFRES

A titre indicatif, nous vous rappelons les principaux chiffres des dernières élections régionales et européennes (source MI).

	EL. EUROP. 1999	EL. REG. 2004 2 tour	EL. EUROP. 2004
PS	3 873 901	12 896 820	4 960 426
PC	1 196 310		900 293
Vert	1 715 450		1 271 134
Divers gauche	0	111 720	413 153
Ext gauche	914 680	99 512	571 550
RPR/UMP	2 263 476	9 519 416	2 856 218
UDF/LIBERAL	1 638 680		2 051 453
RPF/MPF	2 304 285		1 516 645
FN	1 005 225	3 199 392	1 684 868
Divers droite	1 983 876	11 094	889 336
Ext droite	578 774		53 605
TOTAL DROITE	9 774 316	12 729 902	9 052 125
TOTAL GAUCHE	7 700 341	13 108 052	8 116 556
différence D-G	2 073 975	-378 150	935 569

PERTE ENTRE MARS ET JUIN 2004	
perte VERT / PS / PC	-5 764 967
gain gauche divers et extrême	773 471
perte UMP / UDF / RPF / MPF	-3 095 100
perte FN	-1 514 524
gain droite divers et extrême	824 637
PERTE TOTALE DE LA DROITE	-3 677 777
PERTE TOTALE DE LA GAUCHE	-4 991 496

Donc, entre mars et juin 2004, la gauche (VERT / PC / PS) a perdu 5.764.967 électeurs, la droite (UMP / UDF / RPF / MPF) a perdu 3.095.100 électeurs, tandis que le FN perd 1.514.524 électeurs. En trois mois, cela fait beaucoup !

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE
Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution - CPPAP 0105 P 11181

Demande d'adhésion

Nom Prénom.....
 Adresse
 Code postal Ville
 Téléphone Portable Télécopie Courriel@.....
 Date et lieu de naissance Souhaitez-vous être adhérent , adhérent actif ou militant ?
 Profession

- Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L. et recevoir gratuitement le nouveau manifeste du MIL.
 Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse :
 100 € ou plus 50 € 30 € 20 €
 Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année :
 Cotisation de membre et abonnement au journal : 40 € Cotisation couple : 40 € Cotisation simple : 25 € Cotisation chômeur : 10 €
 Cotisation pour la carte de membre donateur : 80 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 160 €
 Je désire m'abonner à «Vigilance et Action» (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 160 € simple 30 €

Date

Signature

À remplir en lettres majuscules et à renvoyer au M.I.L., 75 rue Louis-Rouquier 92300 Levallois-Perret
 Tél. 01 47 57 34 44 - Télécopie 01 47 57 34 24 - Courriel : m.i.l@noos.fr - Site Internet : www.supermachine.org/mil/

MIL : La droite civique, gaulliste et patriote

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.